

BIENTÔT LA RETRAITE
À 70 ANS ?



SPECIAL RETRAITES

Jeunes, salariés, retraités, forces syndicales et politiques... L'union pour sauver les retraites : un choix de civilisation et une lutte intergénérationnelle.

NLA s'engage dans la bataille pour les retraites !

Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 890

22 avril 2010

prix : 0,70 €

STOP!

Ne touchez pas à nos retraites !

■ Mouvement Social



Emploi, salaires, retraites, NLA a rencontré Marie-Claude Robin,

secrétaire générale de l'UD CGT 44

P 2

■ Aibus

Le maintien de la piste est essentiel à l'activité aéronautique

P 5

■ Un autre capitalisme n'est pas possible

Herrera. A la crise du capitalisme la réponse doit être celle d'un nouveau système abolissant les rapports de production capitaliste.

P 6

■ Petite enfance

Micheline BAR-CHASSE-RIEAU adjointe à la jeunesse et à la petite enfance à Bouguenais explique les dangers du décret Morano.

P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante :

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique !

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00 ou redac.nla@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Que de suffisances...

« En temps de crise, c'est l'heure des personnes qui ont du caractère, pas des fromages pasteurisés ou des poissons lyophilisés ». C'est en ces termes que Jean Luc Mélenchon s'adresse à ses partenaires en parlant des futures élections présidentielles. Pour lui « Sa candidature » ne fait aucun doute. **Un peu à la méthode Delon, il est le plus beau, le meilleur et les autres seraient relayés à l'écouter et à le vénérer.** Une drôle de conception du rassemblement au sein du front de gauche.... Et d'ailleurs n'y a-t-il pas de choses plus d'actualité et urgentes dans cette période que « La » candidature à la présidentielle...

Verts comment ?

Pour Daniel Cohn-Bendit si rien n'est à exclure, **même pas une alliance avec le centre ou les amis de F. Bayrou** pour de nouvelles stratégies des Verts, la question secoue la famille écologiste qui par la voix de sa secrétaire nationale parle « d'héritage des combats de la gauche ». Du rififi chez les écolos qui n'étonnera personne quant on connaît les dérives de celui qui cherche toujours à garder l'icône du gauchiste de mai 68 mais pratique une politique opportuniste et droitière.

Tangage à droite



De plus en plus de voix s'élèvent au sein de l'UMP pour critiquer, s'opposer, « dire des choses » sur les stratégies élyséennes ou les prises de positions gouvernementales. Le Président a beau réunir les députés de la majorité au palais présidentiel, ce qui nous mène loin de la conception chère à De Gaulle du « Président au dessus des partis » rien n'y fait. Les sondages sont décevants, les résultats catastrophiques, les chiffres alarmants. **Il n'y a décidément que Le Figaro, TF1 et Fillon pour continuer à nous expliquer que tout baigne...**

Réflexes de classe

Selon un récent sondage publié par l'institut de France, **pour 71% des français le terme « capitaliste » évoque quelque chose de négatif.** En outre, selon les sondés, le système capitaliste est **inégalitaire et incompatible avec le développement durable.** A ceux qui prônent la fin de la lutte des classes, il y a, pour le moins, besoin de réviser des classiques. Mais comme au rugby, pour marquer des points, il faut transformer les essais et là, du chemin reste assurément à faire.

Point de vue

par Pedro MAÏA

Les temps sont durs pour la majorité présidentielle, fini le pompeux sacre de 2007, l'omniprésence du Président à grands renforts de communication et de médias complaisants, les coups d'œil sur la Rolex pour gérer l'hyper activité et la bougeotte permanente. Place à la réalité, aux échecs économiques et sociaux, aux échecs électoraux et politiques. Le Président perd le contrôle même celui de sa majorité qui lui était pourtant fidèle et dévouée. **Ca gronde !**

Pas seulement dans le monde du travail, chez Ikea, Sodimatex, aux Hôpitaux de Paris, chez Peugeot à Melun Sénart, chez Leduc à Ligné ou chez les cheminots, c'est maintenant au sein de l'UMP que la colère se fait entendre, même la garde rapprochée se divise et pour cause. Le résultat de la droite aux élections régionales est passé par là. Le rejet populaire de la politique sarkozyste n'est pas un saut d'humeur mais bien un désaveu qui annonce des mobilisations sociales de grande ampleur. Le coup de l'insécurité et de l'immigration ne prend plus, c'est sur le terrain social que les gens attendent des mesures fortes. L'augmentation du chômage et de la précarité, les fermetures d'entreprises et les délocalisations, les bou-

« Le désaveu de la politique de Sarkozy annonce des mobilisations sociales d'ampleur »

cliers et niches fiscales, la réforme des retraites, les coups portés à la protection sociale et aux services publics sont les questions précises de la population qui attend des réponses concrètes à ses difficultés quotidiennes grandis-

santes. Le Parti communiste français entend bien être force de propositions et d'alternative politique à la droite, un outil au service du peuple, dans les luttes, pour la justice et le progrès social. Il va dans les prochaines semaines lancer une grande campagne sur les retraites pour aider à la prise de conscience et à la mobilisation populaire contre le projet de société que voudraient imposer les copains du Fouquet's. **Il sera présent le 1er mai pour aider à faire de la fête des travailleurs un grand rendez-vous social, enfin il invite les salarié(e)s, les jeunes et les retraités à venir participer à La Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique qui cette année aura pour thème « faire tomber les murs » notamment celui de la régression sociale.**



Retraites : le scénario de la droite

« Coup d'envoi des consultations », titraient certains journaux, « concertation » osaient d'autres, les médias ont quelque peu galvaudé ces termes pour présenter l'annonce par l'Elysée et le gouvernement de présentation pour un passage en force de sa réforme des retraites d'ici à la rentrée 2010. D'aucun ajoute un déficit prévisible de 100 milliards pour 2050 **pour justifier une réforme qui vise ni plus ni moins à faire travailler plus longtemps les seniors et contribuer ainsi à augmenter le chômage des jeunes.**

Or, les retraites ne sont pas d'abord un problème comptable. Il s'agit d'une question majeure de civilisation qui ne peut se satisfaire de manipu-

lations et de calculs politiques. La manipulation est patente : il n'y aurait d'autres solutions que l'augmentation des cotisations et le recul de l'âge du départ à la retraite. Avant même de « consulter », le gouvernement sait où il veut aller ! D'emblée, donc, des pistes majeures sont écartées. En premier lieu la réforme de l'assiette des cotisations, faisant contribuer les revenus financiers sous leurs différentes formes. L'autre piste, c'est la situation de l'économie elle-même. Parce qu'**il est scandaleux de déconnecter la logique du capitalisme et des réponses qu'il entend apporter à sa propre crise.** Délocalisations, fermetures d'entreprises, chômage, pression sur le pouvoir d'achat, précarité, suppressions d'emplois dans la fonction publique: le gouvernement pousse les feux de



l'ultra-libéralisme en choisissant la croissance financière contre la croissance réelle quitte à saper les bases de la solidarité nationale.

Selon un sondage Louis Harris, **80 % des Français jugent nécessaire la réforme des retraites mais rejettent les pistes du gouvernement.** 56 % ne veulent pas cotiser plus longtemps, 60 % rejettent l'idée d'un recul de l'âge

du départ. Alors, quoi qu'en diront les « spécialistes » et autres « apôtres » de pédagogie nécessaire, il ne fait aucun doute que les Français ont leur idée sur la « concertation ». Il appartient aux forces syndicales, à la gauche de porter le débat sur les retraites dans l'opinion, pour une construction collective d'une très haute ambition. C'est ainsi que nous pourrions faire échouer le scénario de la droite.

De vous à moi...

Dans un débat qui se dit fondamental pour l'avenir du pays, les retraites vont faire, durant ces prochaines semaines, la une de l'actualité. Et c'est déjà parti. Chaque média traite à sa façon la question : 0 « Nous vivons trop longtemps... nous commençons à travailler trop tard... des charges supplémentaires seraient insupportables pour nos chères entreprises qui doivent faire face à la concurrence ... ». Mais en réalité, ce qui doit être l'une des réformes phare du quinquennat de Sarkozy ne se résume qu'à une pure et simple volonté de remise en cause des acquis de la nation, c'est-à-dire la possibilité à tout citoyen qui a donné plusieurs décennies de sa vie au travail à pouvoir aspirer à un juste et mérité repos.

Car, pour y arriver, **il ne faut non pas de la « capitalisation » mais de la « répartition c'est à dire « décider de mettre la main dans la poche de tous, sans exception »...** Et c'est là que le bat blesse, que tout diverge.

Pour pouvoir en effet surmonter un vieillissement réel de la population **il faut une vraie solidarité nationale, c'est à dire prendre l'argent là où il est, ne pas seulement taxer et imposer le travail** comme c'est le cas aujourd'hui mais, aller vers le produit financier, le capital, l'accumulation de l'argent.

Dans ce débat qui se veut national et fondamental, une seule chose manque vraiment : **c'est la décision de s'occuper enfin du CAC 40 et de ses amis.** Car c'est là qu'est la solution.

Y.C

Situation sociale : Rencontre avec Marie-Claude Robin, secrétaire générale de l'UD CGT 44



Nous voulons aller vers un grand 1er mai rassembleur avec pour objectif l'unité. 5 syndicats ont doré et déjà répondu présent (CGT, CFDT, UNSA, SUD, FSU). D'ici là, nous allons impulser des actions dans les entreprises, le 20 Avril, pour préparer le 1er Mai.

NLA : Au-delà des grandes journées d'actions, quelle analyse fais-tu de la situation sociale dans le département ?

M-C R : En plus de l'inquiétude qui pèse sur le système de retraites, les luttes se multiplient pour défendre l'emploi, sur les augmentations de salaire ou encore sur les conditions de travail. La crise continue de frapper durement et le patronat en profite pour mener une offensive d'ampleur qui conduit à de véritables bouleversements dans les formes de travail. On voit aujourd'hui des sala-

riaux ces dernières semaines. **M-C R :** Oui, dans le cadre des Négociations Annuelles Obligatoires, de nombreux arrêts de travail ont eu lieu. D'autres actions ont été plus fortes, à IKEA où un mouvement a eu lieu dans toute la France, à Carrefour où la moitié du personnel s'est mis en grève le 19 Mars, à Crown où le mouvement a duré plusieurs jours. A Waterman, 250 à 300 salariés ont participé à une grève de 8 jours en revendiquant 50 euros d'augmentation sur les bas salaires. 2009 a déjà été une année de restriction sur les salaires, en 2010, de plus en plus de salarié(e)s disent « stop, ce n'est plus possible ! ». Le taux de pauvreté augmente et touche des catégories nouvelles alors que les bénéficiaires se portent bien. Les salariés veulent leur part !

NLA : Où en est-on aux chantiers navals ?

M-C R : Une première commande de MSC sur les deux annoncées est presque assurée mais l'avenir n'est pas sécurisé. Depuis toujours, la CGT s'est battue pour la diversification. Il y a urgence à sortir du tout paquebot. Les propositions sur l'éolien offshore sont bonnes à prendre mais cela ne suffira pas. Plus on attend plus on perd des compétences. Comment peut-on expliquer qu'on achète des ferrys ailleurs alors que nous disposons du savoir faire ici ? Il faut répondre à une question simple: Veut-on une filière de construction navale en France ? Ce n'est pas la préoccupation première de la multinationale STX, pourtant propriétaire du dernier chantier naval de France. Alors oui, il faut engager une grande bataille localement pour peser sur l'Etat comme sur les décisions du groupe. De ce point de vue, il faut souligner la réussite de la manifestation du 3 Mars, très unitaire. Elle est d'autant plus remarquable que les salariés en chômage technique ne sont pas dans l'entreprise et que de ce fait, la réussite d'une mobilisation est rendue plus difficile. Inscrite dans les journées d'action du 23 Mars, du 20 avril et du premier Mai, la bataille des chantiers continue.

NLA : Comment alors fédérer ces luttes en un mouvement d'ampleur ?

M-C R : Oui, dans le cadre des Négociations Annuelles Obligatoires, de nombreux arrêts de travail ont eu lieu. D'autres actions ont été plus fortes, à IKEA où un mouvement a eu lieu dans toute la France, à Carrefour où la moitié du personnel s'est mis en grève le 19 Mars, à Crown où le mouvement a duré plusieurs jours. A Waterman, 250 à 300 salariés ont participé à une grève de 8 jours en revendiquant 50 euros d'augmentation sur les bas salaires. 2009 a déjà été une année de restriction sur les salaires, en 2010, de plus en plus de salarié(e)s disent « stop, ce n'est plus possible ! ». Le taux de pauvreté augmente et touche des catégories nouvelles alors que les bénéficiaires se portent bien. Les salariés veulent leur part !

M-C R : Après un 23 Mars positif, il faut mettre en priorité des formes d'action qui favorisent les convergences. Un premier Mai intersyndical y contribuerait. Ce sera difficile mais ce qui est clair pour la CGT, c'est que l'urgence est aux rassemblements syndicaux pour créer les condi-



« Nous pouvons gagner la bataille des retraites »

NLA : Malgré la sanction des régionales et la forte mobilisation sociale du 23 Mars, le gouvernement refuse d'entendre les aspirations populaires, quelle analyse fait la CGT de la situation ?

Marie-Claude Robin : Il y a deux aspects importants dans le résultat des régionales. La sanction de la politique du gouvernement avec la victoire de la gauche bien sûr, mais aussi le haut niveau de l'abstention, particulièrement forte chez ceux qui sont le plus touchés par la crise comme en témoignent

riés « prêtés » par une entreprise à une autre sans aucun contrôle. Et cela s'étend jusqu'à des entreprises qui ne sont pas en difficultés, comme Airbus par exemple, qui y participe. On voit aussi des salariés en plan de départ volontaire être réembauchés dans la même entreprise comme intérimaires. S'il est normal qu'ils soient réembauchés, cela ne doit pas être dans la précarité.

Dans plusieurs entreprises du département, on licencie par groupes de 9 et les grands donneurs d'ordres utilisent la situation pour restructurer à moindre coût. A Leduc par exemple, sous traitement de Manitou et de Toyota, l'entreprise est en liquidation judiciaire après plus d'un an et demi de chômage partiel. 374 salariés sont menacés mais Manitou a préféré choisir de nouveaux sous-traitants. Plus de 1000 personnes

« Dans de nombreuses entreprises il y avait plus de grévistes le 23 Mars qu'au plus fort des mobilisations de 2009 »

les résultats dans les quartiers populaires de Loire-Atlantique. Il y a une perte de confiance dans la politique, de la colère face à l'actuel gouvernement mais aussi un manque d'espoir dans une alternative à gauche.

De ce point de vue, le résultat de la journée de mobilisation du 23 Mars est une heureuse surprise qui vient conforter la sanction des régionales. Mais quand les français disent « stop ! » le gouvernement répond « encore ! » en refusant de répondre aux attentes des salariés.

Pourtant, le 23 Mars, même si cela ne s'est pas toujours traduit dans la participation aux manifestations, nous avons eu dans de nombreuses entreprises du département un taux de grévistes supérieur aux plus fortes journées de 2009 où la mobilisation avait atteint des niveaux historiques. Même la préfecture a reconnu qu'elle ne s'y attendait pas !

NLA : Quels prolongements donner au mois de Mars ?

M-C R : Les enquêtes d'opinion montrent que les salariés veulent continuer.



« Le taux de pauvreté augmente alors que les bénéficiaires se portent bien, les salariés veulent leur part ! »

se sont rassemblées pour soutenir l'entreprise et la mobilisation continue. C'est vrai aussi dans la fonction publique avec les suppressions de postes ou encore à la SNCF où les cheminots ont entrepris une grève courageuse sur salaires, l'emploi et la défense du fret face à une direction qui joue l'affrontement et le pourrissement.

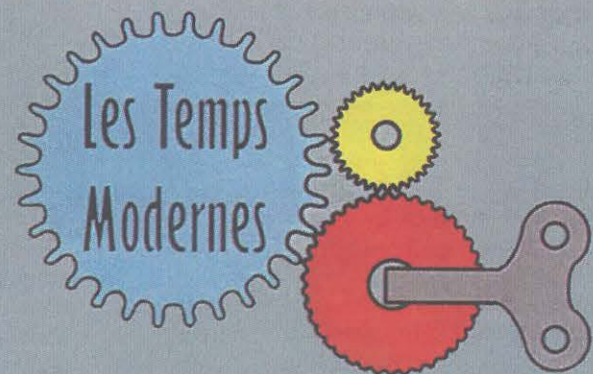
NLA : On a aussi vu de nombreuses grèves sur les augmentations de

tions, pour faire reculer le gouvernement.

NLA : Sur les retraites par exemple ?

M-C R : Oui, le gouvernement veut aller vite et ne pas ouvrir un véritable débat. Nous allons nous inscrire dans une grande bataille d'idée pour « détricoter » les propositions du gouvernement. Sur le financement par exemple. 1 Million d'emploi, c'est 5 milliards de cotisations sociales. De la même manière, augmenter les salaires, c'est augmenter les recettes sociales. Le plein emploi solutionnerait le problème de financement posé mais le gouvernement mène une politique défavorable à l'emploi et aux revenus du travail. La taxation des revenus financiers, ceux là même qui ont contribué à la crise, constituerait une ressource considérable. Oui, les solutions de financement existent et nous allons contribuer à ce que se tienne un grand débat populaire en organisant des débats publics et en participant à un meeting intersyndical le 3 Juin. Les retraites sont l'affaire de tous. Il faut engager le rapport de force d'urgence et ne pas laisser le gouvernement et le Medef orienter le débat d'idées. Nous pouvons gagner la bataille des retraites.

Jouets faits de métal, de bois ...



13 rue du Château 44000 Nantes
02/51/82/83/59 06/60/85/00/33
glaziou@cegetel.net

Le dossier.

Retraites

Un choix de société !

Le choix de la solidarité

Après avoir été le ministre du budget en charge de la casse des politiques publiques, Eric Woerth comme ministre du travail va se charger du **démantèlement du système solidaire des retraites par répartition**. Le but est clair : allonger la durée de cotisation et reculer l'âge de départ à la retraite. Rallié à la cause du Medef, le gouvernement veut détruire un système solidaire imaginé par le ministre communiste Ambroise Croizat, pour imposer sa logique du vivre plus pour travailler plus.

Ce que nous prépare la droite, c'est une société encore plus libérale et plus injuste. Le recul de l'âge de départ à la retraite ne pourra qu'aggraver le chômage des jeunes et favorisera les concurrences entre jeunes et seniors. Au contraire une société de progrès doit donner ses chances à la jeunesse ! Mais, l'injustice ne s'arrête pas

là, la retraite par répartition pourrait être remplacée pour partie par un minimum vieillesse et par l'épargne par capitalisation.

De ce système, les salariés n'en veulent pas, **ils attendent de la gauche qu'elle leur propose un autre modèle de société** respectant toutes les étapes de la vie sociale : de la formation, en passant par le travail, jusqu'à la retraite à 60 ans tout en garantissant les aléas de la vie. Le choix porté doit être celui d'une **société de la solidarité entre les générations**, d'une société de la dignité. Aucune retraite ne devrait se trouver en dessous



du SMIC ! Pourtant, depuis 1993 le niveau moyen des retraites a baissé de 20% et 600000 retraités vivent sous le seuil de pauvreté.

La priorité est donc d'inverser le processus de démantèlement. **La question des retraites est susceptible d'être un point de convergence des luttes, elle interroge la vie toute entière et notamment la place du travail dans la vie des individus**, qui plus est dans un système destructeur des droits du travail et des emplois.

Quatre propositions pour garantir le financement par répartition

- Réforme de l'assiette des cotisations patronales **visant à dégager des rentrées de cotisations nouvelles en lien avec le développement des emplois et des salaires**, de la formation et de la qualification.

- **Création d'une nouvelle cotisation sur les revenus financiers** des entreprises et des institutions financières, et ce aux mêmes taux de cotisation que les salaires.

- **Lutte pour l'emploi**, contre la précarité et pour l'insertion des jeunes. Sécurisation des parcours professionnels tout au long de l'activité professionnelle mais aussi, lutte pour des salaires convenables.

- **Suppression des exonérations de cotisations patronales.** En 2009, elles auront coûtées 33 milliards d'euros. Le déficit de la branche vieillesse est quant à lui de 7,7 milliards d'euros.

Ils ont dit

Marcel GUILLE - responsable de l'USR CGT 44

NLA : Quelles propositions va défendre la CGT lors des négociations avec l'Etat et le patronat ?

MG : La CGT va défendre le système de retraites par répartition et le droit de départ à 60 ans. Il s'agit d'un enjeu de société majeur qui affirme la solidarité intergénérationnelle. C'est la question du financement des retraites qui va être au centre du débat, la CGT va proposer d'élargir l'assiette des cotisations pour créer de nouvelles recettes pour les caisses de retraites notamment en mettant à contribution les revenus financiers. Ce ne sont pas les salarié(e)s qui doivent une nouvelle fois faire des sacrifices. Le plein emploi est aussi le moyen

d'augmenter le volume des cotisations, de garantir et d'augmenter le niveau des retraites.

NLA : Il y aura-t-il des revendications communes intersyndicales ?

MG : Pour que la mobilisation soit d'ampleur, l'unité syndicale est nécessaire. Les dirigeants syndicaux ont rencontré le lundi 12 avril Eric WOERTH, ministre du travail. Pour le moment il y a des différences de points de vue. Certains syndicats ne transigeront pas sur la retraite par répartition et l'âge de départ à 60 ans, d'autres sont plus nuancés. Il y a la même situation concernant le financement des retraites, certains syndicats veulent élargir l'assiette des cotisations aux revenus financiers et d'autres sont prêts à accepter l'augmentation de la durée de cotisations. Les discussions vont



se poursuivre et tout sera fait pour arriver à un socle commun de haut niveau.

Gsèle JOUATTE - Retraitée

NLA : Que dire de la situation des retraités à la veille du grand débat sur les retraites ?

GJ : Avec l'augmentation du coût

de la vie et la stagnation du montant des retraites, les retraités ont de plus en plus de mal à vivre. Si l'on ajoute à cela l'augmentation de la CSG, des mutuelles et les forfaits hospitaliers, **le pouvoir d'achat des retraités a chuté.**

Pour ne citer que mon exemple, je suis parti en retraite en 1993 avec une pension équivalente à 1382 euros, je perçois aujourd'hui, 17 ans après, 1437 euros. **En 17 ans mon revenu n'a pas augmenté et le coût de la vie a explosé.** Réformes après réformes, **ce sont toujours les retraités qui paient la facture des déficits** contrairement au patronat qui voit ses cotisations patronales diminuer toujours plus.



Amélie PAVAGEAU - Salariée

NLA : Quand on est jeune salariée, le débat sur les retraites on s'y intéresse ?

AP : Je travaille depuis 10 ans, la retraite est encore loin mais on ne peut être indifférente au débat puisque après une vie de travail la retraite est méritée et la vie ne doit pas être seulement un temps de travail. On nous parle d'évolution démographique, de recul de l'âge d'entrée dans la vie active et d'actifs de moins en moins nombreux pour financer les retraites **mais un recul de l'âge de la retraite c'est aussi plus de jeunes au chômage.** Il faut aussi prendre en compte que l'étudiant qui étudie et l'apprenti qui apprend un métier seront un atout pour la société, leurs connaissances et leurs savoirs faire créera de la richesse. **Il faut peut être commencer par inclure la période scolaire dans le calcul des retraites.**



Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Bassins d'emplois en difficulté

En soutien à la SAH Leduc où 374 emplois sont menacés, 1000 personnes ont manifesté le 10 avril pour défendre l'emploi. L'entreprise est en liquidation judiciaire. Cette entreprise sous-traitante de Manitou et Toyota ne voit pas son activité repartir. Ce rassemblement a permis de dénoncer « la dépendance des entreprises du bassin d'Ancenis des donneurs d'ordre et la preuve, s'il en est, de l'urgence de diversifier localement l'activité économique » affirme le syndicat CGT. **D'autres actions vont suivre.**

Ça promet !

L'Assemblée Nationale a osé adopter la disposition reculant l'âge de la retraite des personnels infirmiers et paramédicaux : **un troc salaire contre recul légal de l'âge de la retraite.**

Suite mais pas fin !

Après le 23 mars et à l'appel de la CGT, FSU, Solidaires, **200 personnes se sont retrouvées le 6 avril pour réaffirmer nos exigences de réponses sur le pouvoir d'achat, les retraites, l'emploi et soutenir la délégation reçue en Préfecture.**

Temps fort

L'intersyndicale CGT, CFDT, FSU, Unsa et Solidaire veut faire du **20 avril le tremplin à un « Grand 1^{er} Mai revendicatif »**

Crise sans précédent

Après avoir déversé le fruit de leur travail Place du Commerce à Nantes fin mars, **150 producteurs de lait se sont invités le 9 chez les députés de Loire Atlantique.**

540 CDD en 10 ans

87 ex CDD de La Poste lancent une procédure devant le Conseil des Prud'hommes. Leur objectif : obtenir la reconnaissance de leur ancienneté. Audience de jugement : Juin 2012.

Occasion manquée

C'est la 4^{ème} fois, que députés et sénateurs de droite s'opposent au droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers aux élections locales. Faudra-t'il, comme pour le droit de vote des femmes, attendre 96 ans et 19 examens par la représentation nationale pour mettre fin à la mise à l'écart de tous les résidents concernant la vie de leur cité, et en finir avec le sentiment d'injustice ressenti dans la population qui aspire à l'égalité de tous les citoyens de ce pays. Pour sa part, le collectif « Votation citoyenne » **organisera fin 2010 un référendum local pour ce droit.**

Secouée par la méthode

L'UL CGT de Nantes regrette le manque de lisibilité du projet visant à fusionner deux acteurs majeurs de la Culture pour l'un et du tourisme pour l'autre. Chez les salariés, de légitimes inquiétudes naissent quant à l'avenir de leurs métiers, l'incidence sur les emplois, et la conséquence sur leurs salaires et leurs conditions de travail.

Logique comptable

Les éducateurs du centre pour mineurs de Rezé refusent la fermeture du centre prévue en septembre 2011, sacrifié sur l'autel de la logique comptable selon la CGT. Depuis trois ans, c'est la deuxième fermeture de foyers dans le département.

L'avenir d'Airbus

Suite à l'annonce de la fermeture totale de l'aéroport de Nantes Atlantique, la CGT d'Airbus Nantes a interpellé la Direction Locale et Générale pour qu'elle se positionne officiellement contre cette fermeture, et qu'elle exige la conservation d'une piste aux portes de l'usine destinée au maintien de l'activité industrielle. La réponse de la Direction est claire : elle s'adaptera aux décisions prises par l'état et semble privilégier le transport des caissons d'Airbus par voie fluviale.

Il n'existe aucun site aéronautique, digne de ce nom en Europe, sans piste et le site de Nantes deviendrait ainsi une particularité au sein d'Airbus. Seulement, aujourd'hui la direction d'Airbus ne veut pas se positionner clairement car elle ne veut pas supporter le coût de l'entretien de la piste.

Actuellement, le transport de la production de l'usine de Nantes est fait à 80% par voie aérienne, les 20% restant sont répartis entre le transport routier et fluvial. **L'utilité de conserver une piste est donc primordiale au profit d'une politique industrielle de pointe et de développement des emplois en conséquence.** La CGT estime que la proximité d'une piste est un facteur de compétitivité essentiel lors de l'attribution des charges de travail, comme pour le futur remplaçant de l'A320.

Cependant, le transport fluvial doit être optimisé pour le transport des caissons à gros volume (ex : A380). **La CGT exige le maintien et l'aménagement d'une plate forme à vocation spécialisée qui permettra d'associer un pôle de recherche et de développement des systèmes aéronautiques, contribuer à conforter l'activité d'Airbus, valoriser le secteur et préserver**



l'emploi industriel. C'est pour ces multiples raisons que la CGT d'Airbus ne peut accepter la fermeture totale de l'aéroport Nantes Atlantique et a d'ores et déjà demandé à participer au groupe de travail constitué entre la Direction d'Airbus et les élus de la Région. **A ce jour, aucune réponse ni des uns, ni des autres.**

Yves DEVEDEC

Grève pour l'emploi

La grève a été lancée le 6 à l'appel de la CGT et Sud-Rail. Les assemblées générales de grévistes ont reconduit vendredi le mouvement, certaines jusqu'à samedi, d'autres lundi, ont indiqué la CGT et Sud-Rail, première et troisième forces syndicales de la SNCF et seules engagées dans la grève.

Il s'agit d'un mouvement pour l'emploi, l'amélioration des conditions de vie et de travail, contre « la casse du fret », selon la CGT, et les restructurations.

La CGT demande en priorité des embau-

ches supplémentaires, Sud-Rail veut « l'arrêt des réorganisations et restructurations ». Les deux syndicats représentent 57 % des cheminots, selon les dernières élections professionnelles à la SNCF.

« La SNCF a perdu 22.000 emplois depuis sept ans, 3.700 cette année et veut encore en supprimer 8.000 d'ici 2012, alors qu'il y a une recrudescence des dysfonctionnements en raison des sous-effectifs », explique Didier Le Reste, secrétaire général de la CGT-cheminots. Le secrétaire d'Etat aux Transports Dominique Bussereau a appelé les cheminots à cesser leur grève, « inutile » selon lui.

Les cheminots ne l'entendent pas de cette oreille...



Appel de l'Erika Satisfaction très mitigée



Le 30 mars, la Cour d'Appel a confirmé le premier jugement de 2008 : l'Erika a coulé parce qu'il était rongé de corrosion. Sciemment mal entretenu, classé navigable par aveuglement et utilisé par imprudence. L'armateur, le gestionnaire, la société de classification RINA et Total ont vu leur condamnation pénale confirmée.

Paradoxalement, après le prononcé, Total, le coupable le plus médiatique et les parties civiles ont manifesté leur satisfaction. En y regardant de plus près, on devrait plutôt voir des demi-victoires pour chacun. Total a bénéficié, certes, d'une convention internationale qui limite sa responsabilité civile mais il est toujours condamné pénalement pour imprudence en vertu de la loi française de 1983 contre les pollutions marines. Total l'estime contraire au droit inter-

national. Pour être blanchi, Total va en cassation...

Pour les parties civiles, la reconnaissance étendue du préjudice écologique et l'augmentation des réparations sont de vraies victoires. Mais les condamnés sont-ils solvables ?

Par ailleurs, le système d'irresponsabilité des acteurs du transport maritime mondial n'est pas mis en cause. Au contraire : la Cour spécifie que les sociétés de classification – sociétés privées qui n'ont que les armateurs pour clients – peuvent faire valoir une immunité lorsqu'elles agissent par délégation d'Etat ! Les pavillons de complaisance ont encore de beaux jours devant eux !

Pour les Amis des collectifs « marée noire »

Marinette Colin

Nos enfants ne sont pas du bétail !

Ils étaient plus de 800 personnels des crèches et multi-accueils à le dire le 8 avril à Nantes à l'appel des syndicats CGT, CFDT, Unsa, du collectif « Pas de bébés à la consigne ». Refusant le décret Morano dégradant les conditions d'accueil des enfants, voici ce qu'on pouvait lire : « Plus de berceaux et moins de professionnel : c'est la qualité façon Morano », « Non aux modes de gardes "discount" », « Ni travail à la chaîne, ni mépris : le nouveau décret, NON Merci ! »

Evènements, culture, idées.

Perspectives :

Un autre capitalisme n'est pas possible

Le capitalisme est en crise. Il pourrait même s'agir d'une des plus graves crises de l'histoire moderne. Et pourtant, à suivre l'actualité au jour le jour, l'opinion publique peut avoir le sentiment que cette crise est déjà derrière nous. Or, le pire est sans doute encore à venir, malgré les propos rassurants tenus et les aménagements envisagés.

En effet, la réactivation annoncée de l'intervention étatique a notamment pour objet la négation de la nature de biens publics à la fois gratuits et libres de composantes fondamentales du patrimoine commun de l'humanité, comme le savoir, l'éducation ou les infrastructures sociales et des ressources naturelles. Ce livre nous propose un voyage dans les « entrailles du monstre ». Il dirige « le feu de la critique contre le paradigme néoclassique, et surtout sa théorie de la croissance, jusqu'au traitement qu'elle réserve à l'environnement ».

Sa première partie est d'abord consacrée à l'analyse théorique rétrospective et contemporaine de la « science-fiction néoclassique ». Le capitalisme est pointé comme une menace contre l'humanité et la vie, à travers la faillite de l'économie dominante de l'environnement. Il souligne que l'écologie politique devrait éviter « les fausses alternatives », telles que les marchés à

polluer et la décroissance, pour ouvrir véritablement la voie à l'émancipation sociale.

- François Mitterrand et le parti socialiste dans la France des années 80, avec leur « inven-

tures du capitalisme qu'elle doit affronter ».

C'est évidemment vers l'Amérique latine que les yeux se tournent. Les efforts de transformations sociales et de régionalisation mises au service des peuples font la démonstration qu'il est possible de passer de la défensive à l'offensive et d'ouvrir à nouveau les débats sur les alternatives anticapitalistes et les processus de transition socialiste.

Dans sa conclusion, l'auteur souligne que « la crise du capitalisme marque le temps où il devient possible de pousser au maximum les contradictions du système, jusqu'à la fin de la domination du capital, soit l'abolition, non pas des moyens de production, mais des rapports de production capitaliste (...) Le dépassement du capitalisme et de ses valeurs en est l'objectif, afin d'abolir toutes les formes d'exploitation et d'oppression, de classe, de genre, de race. La question qui reste posée est bien celle de savoir comment, au-delà des échecs et des erreurs du passé, les peuples de la civilisation universelle peuvent continuer à espérer construire ensemble un avenir post-capitaliste ».

Rémy Herrera, « *Un autre capitalisme n'est pas possible* », Ed. Syllepse, 2010, 204 p., 20€.

Rémy Herrera

UN AUTRE CAPITALISME N'EST PAS POSSIBLE

SYLLEPSE
ÉDITIONS
2010

Dans une deuxième partie, les limites des politiques économiques menées par les gauches au pouvoir sont mises en évidence à partir de l'étude de quatre expériences : - Barack Obama aux États-Unis, depuis novembre 2008, écartelé « entre guerres de la haute-finance et crise systémique du capitalisme ».

tion du néolibéralisme d'Etat » à la française. - Lula et le Parti des travailleurs au Brésil (2002-2010) au cours des deux mandats présidentiels qui s'achèvent dans « la perfection du néolibéralisme post-mortem » - Hugo Chávez au Venezuela. « Lorsqu'une avancée révolutionnaire surgit, ce sont les rigidités des struc-

LIRE

L'objet du scandale

Le "climatoscepticisme" a le vent en poupe. En quatre mois, les procureurs du "réchauffisme" sont passés de la marginalité à la contre-offensive. Rappelant que la controverse reste le moteur de l'avancée scientifique, ils s'immiscent sur les ondes, à la télé, dans les journaux. Il devenait urgent que sur un sujet aussi crucial que celui du climat, il y ait enfin biodiversité d'avis.

Véritable appel d'air pour les thèses critiques, ce renversement de front commence en novembre par le Climategate, l'affaire de mails piratés de climatologues britanniques. Puis cela s'emballa en décembre avec le fiasco retentissant du sommet de Copenhague. Dans la foulée, les scientifiques du GIEC reconnaissent des erreurs sur la fonte annoncée de glaciers de l'Himalaya et une surestimation des terres inondables aux Pays-Bas. En pleine tourmente, en février, Yvo de Boer, patron de l'ONU chargé du climat, jette l'éponge. Nicolas Sarkozy, torpille la taxe carbone pour cause d'échec électoral. Cet abandon n'est pas sans rapport avec les sondages critiques de l'opinion.

Traités volontiers par C.Allègre de "mafieux", de "totalitaires", accusés "d'imposture", les climatologues se rebiffent à leur tour. Quelque 400 scientifiques de bonne foi, sinon infaillibles, ont décidé de descendre dans l'arène contre leur procureur dont le livre se vend comme des petits pains. Par une pétition ils en appellent curieusement à leur ministre de tutelle, V.Pécresse, qui leur répond à juste titre que la science est d'abord l'affaire des scientifiques. Ce livre de vulgarisation scientifique ne mérite pourtant ni cet excès d'honneur, ni tant d'indignité. Il peut être lu. « Allègre fait un malheur comme prophète parce qu'il n'est pas un prophète de malheur. Les Français ne pensent pas qu'Allègre a raison, mais ils le souhaitent, tant ils sont las du cauchemar qu'on leur promet de Johannesburg à Copenhague », souligne l'Express.

C'est bien pourquoi le climatoscepticisme a gagné autant d'audience en trois ou quatre mois, l'explication par un pur complot étant un peu courte. La confusion des genres entre militantisme vert et recherche académique, au lieu de conforter les scientifiques, n'a-t-elle pas fini par alimenter le doute ? L'opinion, comme toujours, se méfie d'instinct des vérités officielles. Le matraquage de thèses péremptoires, la stigmatisation virulente des questionneurs, la transformation de résultats scientifiques en prêches exaltés, finissent par nuire à la cause qu'on veut défendre. Ces dérives posent, en fait, bien d'autres questions : les catastrophes annoncées de manière obsessionnelle sont-elles le seul moteur du changement social ? Ou, croit-on encore au progrès ?

C.Allègre, « *L'imposture climatique ou la fausse écologie* », Ed. Plon, 2010, 296 p., 19,90€.

VOIR...

Nantes Saint-Nazaire «petite planète»

Jusqu'au dimanche 6 juin 2010, l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes Métropole accueille l'exposition "Nantes Saint-Nazaire, petite planète". Une invitation à découvrir ou à redécouvrir ce qu'est la métropole estuarienne.

Nantes et Saint-Nazaire, réunies par la Loire, forment un territoire attractif et en plein développement, au croisement des enjeux économiques, environnementaux et sociaux de notre siècle. Cette exposition permet de nous plonger dans notre "petite planète" qui fait référence à la grande, fragile, pleine de vie et toujours en mouvement.

Une vingtaine de débats et rencontres avec les acteurs du territoire viennent enrichir l'exposition ainsi que, pour une immersion totale, plusieurs expéditions au cœur de la métropole. **Ecole nationale supérieure d'architecture, 6 quai François Mitterrand à Nantes.**



MÉDIAS

Critique écologique de la pub

Pour les auteurs de ce dossier, « la publicité nuit gravement à la santé » de l'environnement.

Qui est responsable de la crise ? « C'est l'homme, répondent les scientifiques. La réponse est juste mais un peu courte ». En vérité, « la faute incombe au système capitaliste, à sa logique absurde et irrationnelle d'expansion et d'accumulation à l'infini, son productivisme obsédé par la recherche du profit ». La publicité est au

cœur de ce système. Érigée en régulatrice de nos échanges marchands, elle empiète désormais sur l'ensemble des activités humaines. « C'est le type de consommation actuel, fondé sur les faux besoins, c'est-à-dire l'ostentation, le gaspillage, l'aliénation marchande, l'obsession accumulatrice, qui doit être mis en question ». Occupant l'espace public et les médias, s'immisçant dans les écoles et les hôpitaux, la pub diffuse des messages forgés par quelques-uns qui s'imposent à tous.

S'agit-il seulement de dénoncer le consumérisme ? Culpabiliser les acheteurs ? Faire des discours sur la fru-

galité ? Les pratiques d'austérité volontaire, même légitimes, ont une efficacité limitée auprès du grand public et font souvent obstacle à son adhésion aux attentes écologistes. Ce dossier spécial de la revue *Écologie et Politique* est dirigé par Michael Löwy, directeur de recherches émérite au CNRS, et E.Rodary, chercheur à l'IRD (Institut de recherche pour le développement).

Il comporte une dizaine d'articles intéressants, dont un sur la banalisation scientifique des

magazines éducatifs, soulignant qu'en « moins de cinq ans, le champ de l'environnement a été phagocyté par celui du développement

(durable) » faisant craindre son « accaparement par les puissances du marché et sa dénaturisation » ; ainsi qu'un autre sur la Pub zéro dans la métropole de São Paulo, et un troisième sur « l'autohégémonie de la bagnole » dans notre économie consumériste.

Écologie & Politique, n°39/2009, Ed. Syllepse, 200 p., 18€.



Écologie critique de la pub

près de vous

Régions

Les élus communistes mobilisés pour la SNCF

Les vice-présidents communistes des Conseils Régionaux ont en commun, **apporté leur soutien aux cheminots en lutte pour le développement du service Public et la sauvegarde du Fret.** De concert, ils constatent « *la dégradation des conditions de transports des usagers (trains annulés, retards fréquents...)* malgré les moyens financiers importants consacrés par les régions dans ce domaine ». Ils déplorent également le manque de moyens humains et matériels de la SNCF qui fini par générer une baisse de qualité du service rendu aux usagers. Ils appellent enfin, le secrétaire d'État aux transports à prendre ses responsabilités afin que le président de la SNCF sorte de son entêtement et ouvre de véritables négociations avec les cheminots.

Solidarité avec le peuple palestinien

Libérez Gaza !

120 élus du département ont répondu à l'appel de la plateforme des ONG pour la Palestine qui demande la réouverture complète de Gaza, la mise en place d'un dialogue avec les représentants du Hamas, la mise en œuvre, par le conseil de sécurité de l'ONU, du rapport de la mission du conseil des droits de l'homme concernant les graves violations du droit international et humain lors du conflit de 2009.

Saint-Herblain

Soutien aux salariés de Waterman



Lettre de L'ADECRA au préfet, déclarations des élus communistes de Nantes Métropole et de la Région, soutien des élus communistes de Saint-Herblain et de Couëron, les élus communistes ont fait en sorte que la voix des salariés de Waterman puisse être entendue. Ils demandaient à leur direction que leur soit accordée une revalorisation de 50 euros mensuelle soit 3,7%. La direction quant à elle n'a pas cédé : l'augmentation ne sera que de 2,4%.

L'invité

La petite enfance sacrifiée

Le décret défendu par Nadine MORANO, secrétaire d'État chargée de la famille et de la solidarité ne cesse de faire l'unanimité contre lui. **Les professionnels de la petite enfance : Educateurs de jeunes enfants, puéricultrices, auxiliaires puéricultrices, mais aussi parents, syndicats et élus sont mobilisés depuis plus d'un mois contre ce décret.** Les dispositifs d'accueil des jeunes enfants et les conditions de travail des professionnels sont directement menacés par ce texte.

Le décret concocté par Nadine MORANO vise, en effet, à **réduire le niveau d'encadrement des enfants accueillis en crèche ou par des assistantes maternelles.** Actuellement, le taux d'encadrement est d'un adulte pour cinq bébés, ou d'un adulte pour huit enfants en état de marcher. Demain, il pourrait être de sept petits ou de douze enfants pour les plus grands. Pour ce qui est des assistantes maternelles agréées elles pourront prendre en charge quatre à six enfants avec une dérogation contre trois aujourd'hui. **Comment dans ce cas s'occuper au mieux des jeunes enfants et poursuivre le travail d'éveil et de socialisation. A travers ce projet, le gouvernement sacrifie la petite enfance à des logiques purement comptables sans se soucier de la qualité de l'accueil.** Il faut aussi noter que cette augmentation de la charge de travail ne sera pas forcément accompagnée d'une revalorisation salariale pour les professionnels. Autre point qui pose problème, celui de la baisse des qualifications des personnels d'encadrements.

Le gouvernement refuse de débloquer les moyens nécessaires pour développer les places d'accueil. En France, on ne compte en moyenne que 14 places disponibles en crèche pour 100 demandes. Si l'on ajoute à ces mesures la volonté de mettre en place des jardins d'accueil payants, la remise en cause de la scolarisation des enfants dès deux ans en école maternelle, il est à parier que ce seront les familles les plus modestes et les femmes qui seront les plus pénalisées.

Il est donc plus qu'urgent de créer un service public de la petite enfance, loin des logiques numériques et pour un épanouissement des jeunes enfants. Ce service public serait le garant de la sécurisation ses parcours professionnels des salariés et offrirait des modes de garde diversifiés qui puissent répondre et être accessibles aux besoins de tous les parents.



Micheline BAR-CHASSERIEAU

Adjointe au Maire à la jeunesse et à la petite jeunesse de la commune de Bouguenais

L'activité

Nantes Métropole

Le coup de frein de l'Etat au développement du logement social

Les élus de la majorité du conseil communautaire de Nantes Métropole ont le 9 avril dernier fait savoir leur vive inquiétude **quant à la diminution de la participation financière de l'Etat pour le financement du logement social.** L'enveloppe de l'Etat pour 2010 représente une diminution de 25% par rapport à celle de l'année précédente. Pourtant, dans un contexte de crise (crise économique, crise du logement social) la demande de logements sociaux n'a jamais été aussi pressante : **2/3 des ménages de l'agglomération sont éligibles à un logement social.** En 2009, 1500 nouveaux logements sociaux avaient été financés, l'objectif reste le même pour 2010 avec 2 millions d'euros en moins. Les élus communistes ont approuvés le vœu demandant à l'Etat qu'une enveloppe financière supplémentaire soit accordée pour couvrir les besoins de financement de logements sociaux, et la suppression de l'enveloppe destinée à la réhabilitation du parc ancien. Pour Yann VINCE, le gouvernement n'a aucune volonté de résoudre le problème du logement. Il fait une politique de communication qui n'a aucun effet sur les besoins réels des ménages. Il rappelle que pour les communistes, « *il n'y aura pas de grande politique sociale du logement sans un renforcement de la loi SRU, sans mixité sociale dans les quartiers, sans s'attaquer à une politique de l'emploi et de la formation* ». **En attendant, l'heure est grave, et « les villes et les communautés urbaines ne pourront à elles seules pallier les carences de l'Etat ».**

ADECRA

Les élus se penchent sur les politiques d'actions sociales

Une quinzaine d'élu-e-s communistes et apparenté-e-s du département se sont retrouvés le 7 avril dernier autour de Karina KELLNER, adjointe au Maire de la ville de Stains, pour travailler sur la question des **politiques d'action sociale.** Il faut dire que par les temps qui courent, le sujet est plutôt brûlant. Les C.C.A.S. font face à de plus en plus de demandes sociales. **69% des aides octroyées par les C.C.A.S. servent à répondre à des situations d'urgence ou des difficultés exceptionnelles.** Les aides sont essentiellement accordées pour couvrir des besoins alimentaires (51%), de logement ou d'énergie. Face à ces demandes et à la situation de crise que traverse le pays, les élus se sont penchés sur les pistes politiques à creuser. Outre la crise du capitalisme qui entraîne une paupérisation croissante des habitants des communes, les élus ont constaté que **les droits sociaux sont laminés, qu'ils se réduisent comme peau de chagrin et que l'Etat se débarrasse complètement de ces questions** (les Fonds de Solidarité logement ont été diminués de 25%, perte des droits aux ASSÉDIC pour un million de personnes...). L'inexistence des politiques sociales dans certaines communes qui souvent, laissent aux seules associations la prise en charge des difficultés liées à la pauvreté, est aussi un problème. Pourtant l'attente des habitants envers les élus locaux est grande et les compétences des collectivités territoriales, une fois « réajustées », risquent d'éloigner les enjeux sociaux immédiats des prérogatives des collectivités locales. Les élus doivent donc aider les citoyens à faire valoir leurs droits les plus fondamentaux, droit au logement, accès à l'énergie... Les communistes ont des propositions, c'est dans ce sens qu'ils déposeront une proposition de loi pour mettre en œuvre le droit à l'eau.

Nantes

CHU : Prime retirée aux contractuels

Raymond LANNUZEL, adjoint au maire de Nantes et administrateur du C.H.U., s'est adressé à Mme La directrice de l'institution hospitalière afin que celle-ci



reconsidère sa décision de faire reverser aux agents contractuels une prime de service perçue en 2008. Cette décision de la direction du C.H.U. fait suite à un arrêt du Conseil d'Etat contestant la légitimité de la prime. D'un montant de 1000 ? en moyenne elle avait été perçue par près de 1200 agents. Pour l'élu nantais : « *les personnels du C.H.U. et leurs organisations syndicales contestent légitimement le principe de reversement de cette prime correspondant à un mois de salaire et cela au nom de principe de solidarité à l'égard des salariés dont les conditions de vie sont déjà lourdement pénalisées par la détérioration de leur pouvoir d'achat* ».

En accord avec la ministre de la santé la direction annonçait finalement, que les salariés concernés n'auraient pas à rembourser la prime.

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Brière

Jeudi 22 avril : Réunion du comité local à 18H00 salle des associations à St Joachim.

Basse Loire

Jeudi 29 avril : Réunion du comité local à 18H00, salle de la fraternité à Couëron.

Rendez-vous de la vignette

Vendredi 30 avril à la Halle sud de St Nazaire à partir de 18H30.

Manifestations du 1^{er} mai

Châteaubriant : 10H30 place de la relance sociale

Ligné : 10H30 rond-point du Super U

Nantes : 10H30 place du commerce

St Nazaire : 10H00 place de l'Amérique Latine

Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique

La fête des Nouvelles de Loire Atlantique 2010 va se dérouler les 22 et 23 mai au parc paysager de St Nazaire. Cette année la fête départementale du PCF aura pour thème « faire tomber les murs ».

La Fête!

rebelle et fraternelle

Faire tomber le mur de l'argent, le mur de la guerre, le mur israélien qui prive le peuple palestinien de son indépendance et de sa liberté, le mur de la geôle de Salah Hamouri ou de Mumia Abu Jamal, le mur du racisme ... Un thème au cœur de l'actualité, un combat quotidien des communistes pour faire tomber les murs et construire une société et un monde de paix, de liberté, de progrès social et de bien être commun. La programmation musicale est finalisée et nous pouvons d'ores et déjà compter sur la participation des groupes **Pigalle et les Flamings** mais aussi sur la présence d'artistes comme **Little Bob et HK et les Saltimbanks**. Une scène avec des groupes de rock français pour briser le mur du son et des artistes engagés pour redonner l'espoir en un monde meilleur. La programmation politique est quant à elle déjà bien avancée. **Patrick LE HYARIC**, directeur de l'Humanité, député européen, sera parmi nous pour le meeting du dimanche après-midi. Des prises de paroles et des débats autour du mur de l'argent où interviendra **Lydie BENOIST**, membre de l'exécutif national du PCF, autour de la situation politique en Palestine avec la présence d'**Hind KHOURY**, Déléguée de l'autorité palestinienne en France et enfin autour du communisme 20 ans après la chute du mur de Berlin. **Les militants communistes vont maintenant engager la bataille de la vignette d'entrée et de soutien à la fête** (10 euros pour les 2 jours) pour faire en sorte que la fête rebelle et fraternelle soit un grand rassemblement populaire, un succès festif et politique. Toutes les informations sont disponibles sur fetedesnouvelles.over-blog.com

1^{er} mai



Le jour de la fête du travailleur va se tenir dans un contexte de crise sociale et économique avec en point de mire un intense débat sur les retraites et leur financement. Comme chaque année, le PCF sera présent sur les différentes manifestations du département avec son matériel militant et son traditionnel muguet. Les organisations du PCF peuvent passer commande auprès de la fédération (02 40 35 03 00).

Congrès extraordinaire du PCF

Les dates du prochain congrès extraordinaire du PCF ont été arrêtées par la direction nationale. Ce congrès aura lieu les 18 19 et 20 juin prochains à La Défense à Paris. Les cellules et les sections du Parti communiste vont maintenant commencer à organiser les débats et les calendriers de discussions. La conférence départementale se tiendra quant à elle les 11 et 12 juin, salle de la carrière à St Herblain.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504

Imprimerie: IMPRAM Lannion

Composition : SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Aymeric SEASSAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36

e-mail: redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Yannick CHENEAU

Pedro MAIA

Jean-Yves MARTIN

Yann VINCE

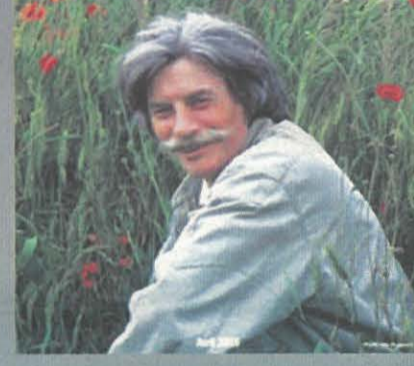
Jérôme TURMEAU



Vite lu...

Hors-série Spécial Hommage à Jean Ferrat

l'Humanité Hors-série
Pleins chants
Jean Ferrat



L'Huma hors série d'hommage à Jean FERRAT composé d'entretiens avec l'Humanité, l'Humanité dimanche et les Lettres françaises, d'un DVD et de réactions de nombreuses personnalités est disponible à la Fédération. Pour le commander : 02 40 35 03 00

Nécrologie

Nous avons eu la douleur d'apprendre le décès d'Arsène LEGAL. Arsène fut pendant plusieurs années avec Marcel, chauffeur bénévole du camion de la fête de l'Huma à Paris. Les Nouvelles de Loire-Atlantique et la fédération du PCF tiennent à assurer Marcel et Cécile, ses parents, ainsi que toute sa famille de tout leur soutien dans ces douloureuses circonstances.



étaient ce week-end en congrès à Gennevilliers pour se doter d'orientation à partir du réel. Un congrès, c'est le moment où plus que d'habitude, nous prenons le temps de faire un bilan de notre activité, de réfléchir le monde, le changement de société et le rôle des jeunes dans celui-ci, ainsi que le rapport des jeunes à l'engagement et à la politique, le tout en lien avec notre activité quotidienne. Tout cela pour affiner notre analyse, réfléchir nos formes d'organisations, interro-



ger et travailler nos orientations politiques, pour être sans cesse plus utile dans notre militantisme

« donner du spuffle à nos idées, de la force aux luttes qui s'engagent et en finir avec ce vieux capitalisme ».

quotidien à changer la société. Nous avons travaillé ensemble à la société qu'ils veulent construire: belle, fraternelle, solidaire, c'est à dire communiste. En ce sens, déterminer notre stratégie, notre orientation politique, découle évidemment de ce que nous analysons du rapport des

jeunes à la politique et du mouvement des idées dans la société.

En plus des discussions sur des textes, nous avons parlé ensemble de notre activité au lycée, à la fac, dans les quartiers et les entreprises. Nous avons réfléchi à massifier le mouvement, pas pour nous mêmes, mais bien pour donner du souffle à nos idées, de la force aux luttes qui s'engagent et en finir avec ce vieux capitalisme continuellement crise. Nous avons célébré les 90 ans de l'organisation et lancé une grande campagne intitulé : "Résister, c'est exister ! Pour la libération de Marwan Barghouti et de Salah Hamouri."



Par la délégation de la JC44 au congrès national de la JC

Les jeunes communistes

